



DECISION DU MAIRE

PRISE LE 16 FEV. 2026

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA
DELIBERATION DU 1^{er} FEVRIER 2024

Administration générale
LE/HDF

2026-n° 093

OBJET : Achat d'une concession funéraire

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

VU l'arrêté municipal n°158/2015 du 5 novembre 2015 portant règlement du cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency,

VU la délibération n°2025-02-06/10 du 6 février 2025 portant fixation des tarifs et durées des concessions inhérents au cimetière à compter du 1^{er} mars 2025,

CONSIDERANT la demande faite le 10 février 2026 présentée par M. [Nom], sollicitant l'achat d'une concession d'une case de columbarium dans le cimetière communal.

DECIDE

Article 1 : D'accorder, dans le cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency, à l'emplacement CO/36, l'achat à compter du 10 février 2026 au profit des ayants droits, de la concession Familiale de 0,25 m2 pour une durée de 30 ans à

Article 2 : La présente concession est accordée moyennant la somme de huit cent quatre-vingts euros (880,00 €) versée dans la caisse du receveur municipal

Article 3 : Un exemplaire de cette décision sera remis au titulaire de la concession et au receveur municipal.

Article 4 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-prefet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Article 5 : Un extrait de la présente décision sera publié sur le site de la Mairie de Soisy-sous-Montmorency

Le Maire,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le
Mis en ligne et/ou notifié le

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT Le

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Paris à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.

16 FEV. 2026

16 FEV. 2026

Accusé de réception en préfecture
095-219505989-20260216-AG2026DEC093-AU
Date de réception en préfecture : 16/02/2026

Délai de 2 mois à